

Newsletter, 28-31 mai 2018 - Session plénière - Strasbourg

[24-05-2018 - 17:49]

Séance plénière

Xavier Bettel débattrait avec les députés de l'avenir de l'Europe	4
Le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel sera le sixième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi matin.	
Des instruments de défense commerciale renforcés pour protéger les emplois et l'industrie de l'UE: vote final	5
L'UE souhaite lutter plus efficacement contre le dumping social et environnemental grâce à un projet législatif qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi.	
Restaurer la confiance en Schengen	6
Comment encourager la confiance mutuelle à l'égard du fonctionnement de l'espace Schengen? Telle est la question qui sera débattue mardi et mise aux voix mercredi.	
Budget de l'UE post-2020: les députés répondront aux propositions de la Commission européenne	7
Les députés débattront et voteront une résolution exprimant leur point de vue sur la récente proposition de la Commission européenne relative au prochain budget à long terme de l'UE (2021-2027).	
Avenir de la politique agricole de l'UE: les députés devraient rejeter les coupes budgétaires et la renationalisation	8
Les projets pour une politique agricole de l'UE mieux conçue, plus durable, mais aussi mieux financée et réellement commune après 2020, feront l'objet d'un débat lundi et d'un vote mercredi.	
Détachement des travailleurs: vote final sur l'égalité de rémunération et les conditions de travail	9
Les travailleurs envoyés temporairement dans un autre pays de l'UE obtiendraient un salaire égal pour un travail égal au même endroit, selon un projet de règles voté mardi.	
Le Président de la République de Guinée, Alpha Condé, s'adressera aux députés	10
Alpha Condé, Président de la République de Guinée, prononcera un discours solennel devant les députés mardi à midi, à Strasbourg.	
Colombie: le Président Juan Manuel Santos s'adressera à la plénière avant la fin de son mandat	11
Le Président colombien sortant, Juan Manuel Santos, s'adressera aux députés réunis en séance solennelle mercredi à midi.	
Passeports européens à vendre: les députés souhaitent plus de transparence et de contrôles	12
Les dispositifs de "visas dorés", utilisés par certains pays pour offrir la citoyenneté ou le permis de résidence en échange d'investissements, feront l'objet d'un débat en plénière mercredi.	
Les députés voteront pour améliorer la durabilité des marchés financiers	13
Les marchés des capitaux de l'UE doivent être étroitement liés aux objectifs durables et environnementaux, devraient affirmer les députés dans une résolution qui fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.	
Véhicules de seconde main: les députés en appelleront à des mesures pour lutter contre la fraude au compteur kilométrique	14



Séance plénière

Des mesures européennes sont nécessaires pour empêcher la réduction illégale du kilométrage des véhicules d'occasion, affirment les députés dans leurs recommandations qui seront mises aux voix jeudi.

Solidarité: 104,2 millions d'euros d'aide de l'UE à la France, la Grèce, l'Espagne et le Portugal	15
Les députés se prononceront mercredi sur une aide du Fonds de solidarité de l'UE afin de réparer les dommages causés par des catastrophes naturelles en France, en Grèce, en Espagne et au Portugal.	
Pêcheries durables en mer du Nord: vote sur un nouveau plan pluriannuel	16
Un plan pluriannuel pêche pour lutter contre la surpêche et pour garantir plus de sécurité aux communautés de pêcheurs de la mer du Nord fera l'objet d'un vote mardi en plénière.	
Libye: les députés demandent des élections avant fin 2018	17
L'UE devrait soutenir les efforts de l'ONU pour organiser des élections en Libye d'ici fin 2018, devraient affirmer les députés dans leur recommandation qui sera votée mercredi à midi.	
Décision imminente de Donald Trump sur le commerce: quelles suites?	18
Les députés débattront mardi avec la commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström, de la réponse de l'UE au projet du Président américain Donald Trump visant à introduire de nouveaux tarifs douaniers sur les importations.	
Débat sur Gaza et le Nicaragua avec Federica Mogherini	19
Les députés débattront mardi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, des conséquences de la décision du Président américain Donald Trump d'ouvrir une ambassade américaine à Jérusalem et des troubles politiques au Nicaragua.	
Le Parlement dresse le bilan des efforts visant à mieux légiférer au niveau européen	20
Les efforts des institutions de l'UE visant à mieux légiférer au niveau européen ont porté leurs fruits mais restent nécessaires pour impliquer les parties prenantes, évaluer les conséquences et introduire plus de politique dans le processus, selon un projet de résolution débattu lundi et voté mardi.	
Égalité de traitement pour les produits de la pêche importés et ceux de l'UE	21
Tous les produits de la pêche importés doivent répondre aux normes élevées imposées par la législation européenne, souligneront les députés dans une résolution non contraignante votée mardi.	
Lutte contre l'utilisation abusive des contrats de travail à durée déterminée	22
Les députés interrogeront la Commission européenne jeudi sur les mesures prises pour lutter contre l'emploi précaire et le recours abusif aux contrats de travail à durée déterminée dans les secteurs public et privé de l'UE.	
Directive relative aux droits des victimes: les députés devraient appeler à une meilleure mise en œuvre	23
Bien que certaines dispositions de la directive relative aux droits des victimes aient été mises en œuvre avec succès par les États membres, il faut aller plus loin pour aider les victimes de violences et d'attaques terroristes, diront les députés dans une résolution mise aux voix mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	24
Autres sujets à l'ordre du jour	24

Séance plénière

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
STR: (+33) 3 88 17 20 97
PORT: (+32) 471 95 35 11
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Xavier Bettel débattrra avec les députés de l'avenir de l'Europe

Le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel sera le sixième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi matin.

Membre du parti libéral-démocrate depuis 1989, Xavier Bettel a été élu au parlement luxembourgeois pour la première fois en 1999. Il occupe le poste de Premier ministre depuis 2013.

Il s'agira du sixième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les députés européens, après ceux avec:

- le Premier ministre irlandais Leo Varadkar le 17 janvier 2018,
- le Premier ministre croate Andrej Plenkovic le 6 février 2018,
- le Premier ministre portugais António Costa le 14 mars 2018,
- le Président français Emmanuel Macron le 17 avril 2018, et
- le Premier ministre belge Charles Michel le 3 mai 2018.

Le Président du PE, [Antonio Tajani](#), et M. Bettel participeront à un point presse commun mercredi à 11h15.

Le prochain dirigeant européen à s'adresser au Parlement réuni en plénière sera le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, lors de la session plénière de juin à Strasbourg.

Débat: mercredi 30 mai

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

Point presse: mercredi 30 mai à 11h15

#FutureofEU @Xavier_Bettel

En savoir plus

- [Biographie du Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel](#)
- [L'avenir de l'Europe en débat](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits – L'UE et le Luxembourg](#)

Séance plénière

Des instruments de défense commerciale renforcés pour protéger les emplois et l'industrie de l'UE: vote final

L'UE souhaite lutter plus efficacement contre le dumping social et environnemental grâce à un projet législatif qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi.

L'UE pourrait imposer des tarifs douaniers plus élevés pour les importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions, selon une nouvelle législation [convenue de façon informelle entre les députés et les ministres de l'UE en décembre 2017](#) et qui doit encore être adoptée par le Parlement dans son ensemble.

Lors des négociations, les députés ont également souhaité garantir à l'industrie de l'UE que les coûts résultant du respect des accords sociaux et environnementaux internationaux se reflèteraient dans le calcul des droits de douane.

Les enquêtes sur les affaires antidumping seraient raccourcies de façon significative et impliqueraient les syndicats, et un "help desk" serait mis en place pour les PME.

L'UE est en train de mettre à jour son règlement de défense commerciale de 1995 afin de l'adapter aux nouveaux besoins des entreprises, des travailleurs et des consommateurs européens. Les mesures proposées complètent les [règles antidumping se concentrant sur les pays tiers](#) qui interviennent massivement dans l'économie, récemment adoptées.

Prochaines étapes

La nouvelle législation entrera en vigueur le jour suivant sa publication au Journal officiel de l'UE, prévue pour la première quinzaine de juin 2018.

Débat: mardi 29 mai

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: procédure législative ordinaire

#antidumping #EUtrade

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite à l'accord informel \(05.12.2017\)](#)
- [Train législatif](#)
- [Profil du rapporteur Christopher Fjellner \(PPE, SE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Restaurer la confiance en Schengen

Comment encourager la confiance mutuelle à l'égard du fonctionnement de l'espace Schengen? Telle est la question qui sera débattue mardi et mise aux voix mercredi.

Le premier rapport annuel sur l'état de Schengen (accord entre 26 États membres abolissant les passeports et d'autres types de contrôles aux frontières mutuelles) aborde les principales failles de la mise en œuvre de l'acquis Schengen, les progrès réalisés pour combler ces lacunes ainsi que les futures étapes.

Les députés condamnent la réintroduction continue de contrôles aux frontières intérieures ainsi que la construction de frontières physiques, dont des clôtures, entre États membres.

On **estime** que le coût de la non-application de Schengen pour l'ensemble des pays sur une période de deux ans varie de 25 à 50 milliards d'euros. Si tous les pays réintroduisaient les contrôles aux frontières de façon permanente, le coût sur 10 ans s'élèverait entre 100 et 230 milliards d'euros.

Selon le **Transnational Institute (TNI)**, les pays européens ont construit plus de 1200 kilomètres de murs et de frontières pour un coût minimum de 500 millions d'euros.

Débat: mardi 29 mai

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mercredi 30 mai à 15h00 avec le rapporteur Carlos Coelho (PPE, PT)

#Schengen

En savoir plus

- [Projet de rapport sur le fonctionnement de l'espace Schengen](#)
- [Profil du rapporteur Carlos Coelho \(PPE, PT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du PE - Le coût du non-Schengen](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Budget de l'UE post-2020: les députés répondront aux propositions de la Commission européenne

Les députés débattront et voteront une résolution exprimant leur point de vue sur la récente proposition de la Commission européenne relative au prochain budget à long terme de l'UE (2021-2027).

Les députés ont fait part de [leurs premières réactions](#) suite à la [proposition de la Commission pour le prochain budget à long terme de l'UE](#) (le cadre financier pluriannuel, ou CFP) le 2 mai dernier, juste après la présentation en plénière par le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le commissaire en charge des budgets, Günther Oettinger ([vidéo disponible ici](#)). De nombreux députés ont déclaré que les projets allaient dans le bon sens, mais qu'ils manquaient d'ambition.

Le 30 mai, ils se prononceront sur une résolution en plénière évaluant la proposition plus en détail, en se fondant sur leurs positions relatives aux [dépenses](#) et aux [recettes](#) du budget de l'UE post-2020 telles qu'adoptées le 14 mars ([communiqué de presse](#)).

Les députés devraient déplorer le fait que les projets de la Commission réduiraient les dépenses relatives à la politique agricole commune (PAC) et à la politique de cohésion. Ils devraient également souligner le manque de clarté et de comparabilité des chiffres.

C'est désormais au tour du Conseil de fixer sa position sur le prochain CFP, qui nécessitera l'approbation du Parlement. Les députés ont appelé le Conseil et la Commission à débiter les négociations sans délai, afin de pouvoir aboutir à un accord avant les élections européennes de 2019.

Débat: mardi 29 mai

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: résolution présentée en plénière

#EUBudget #MFF #OwnResources

En savoir plus

- [Position du Parlement - Communiqué de presse sur la présentation du CFP en plénière \(02.05.2018\)](#)
- [Position du Parlement - Communiqué de presse suite au vote en plénière \(14.03.2018\)](#)
- [Position du Parlement - Résolution du 14 mars 2018 sur le prochain CFP post-2020](#)
- [Position du Parlement - Résolution du 14 mars 2018 sur la réforme du système européen de ressources propres](#)
- [Profil du rapporteur Jan Olbrycht \(PPE, PL\) - CFP](#)
- [Profil de la rapporteure Isabelle Thomas \(S&D, FR\) - CFP](#)
- [Profil du rapporteur Gérard Deprez \(ADLE, BE\) - Ressources propres](#)
- [Profil du rapporteur Janusz Lewandowski \(PPE, PL\) - Ressources propres](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Avenir de la politique agricole de l'UE: les députés devraient rejeter les coupes budgétaires et la renationalisation

Les projets pour une politique agricole de l'UE mieux conçue, plus durable, mais aussi mieux financée et réellement commune après 2020, feront l'objet d'un débat lundi et d'un vote mercredi.

Dans leur projet de résolution, les députés se sont mis d'accord avec la Commission européenne pour que les États membres de l'UE soient autorisés à adapter la politique agricole commune (PAC) à leurs besoins. Cependant, ils ont rejeté toute "renationalisation" de la PAC, qui pourrait, selon eux, fausser la concurrence sur le marché unique.

La future politique devrait rendre les exploitations européennes plus durables sur le plan environnemental, encourager l'innovation, la recherche et les pratiques agricoles intelligentes, mais surtout elle devrait leur permettre de continuer à fournir un approvisionnement sûr de produits alimentaires de haute qualité aux citoyens européens, affirment les députés. À cette fin, ils souhaitent au minimum maintenir le budget de la PAC à son niveau actuel.

Dans une résolution distincte, qui sera débattue lundi et votée mardi, les députés analyseront également l'efficacité des outils actuels de la PAC pour les jeunes agriculteurs et appelleront à des mesures pour faciliter l'accès des jeunes et nouveaux agriculteurs au crédit, aux terres, aux services de conseil et aux formations.

Débats : lundi 28 mai

Votes: mardi 29 mai (jeunes agriculteurs) et mercredi 30 mai (réforme de la PAC)

Procédure: résolutions non législatives

#FutureOfCAP #CAPreform #YoungFarmers

En savoir plus

- [Rapport sur la mise en œuvre des instruments de la PAC en faveur des jeunes agriculteurs depuis la réforme de 2013](#)
- [Projet de résolution sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture \(disponible prochainement\)](#)
- [Communiqué de presse sur la réforme de la PAC à l'issue du vote en commission parlementaire \(16.05.2018\)](#)
- [Communiqué de presse sur les jeunes agriculteurs à l'issue du vote en commission parlementaire \(24.04.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Herbert Dorfmann \(PPE, IT\) - réforme de la PAC](#)
- [Profil du rapporteur Nicola Caputo \(S&D, IT\) - jeunes agriculteurs](#)
- [Fiche de procédure - réforme de la PAC](#)
- [Fiche de procédure - jeunes agriculteurs](#)
- [Fiches techniques sur l'UE - Vers la politique agricole commune de l'après-2020](#)
- [Think tank du PE - Politique agricole commune: valeur européenne ajoutée \(janvier 2018, en anglais\)](#)
- [Étude du PE - Jeunes agriculteurs: mise en œuvre de la politique après la réforme de la PAC de 2013 \(octobre 2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Détachement des travailleurs: vote final sur l'égalité de rémunération et les conditions de travail

Les travailleurs envoyés temporairement dans un autre pays de l'UE obtiendraient un salaire égal pour un travail égal au même endroit, selon un projet de règles voté mardi.

Les règles révisées, qui ont fait l'objet d'un accord informel en mars entre les négociateurs du Parlement et du Conseil, visent à assurer une protection accrue des travailleurs détachés et une concurrence loyale pour les entreprises.

Toutes les règles du pays d'accueil en matière de rémunération s'appliqueraient aux travailleurs détachés. Les frais de déplacement, de pension et d'hébergement devraient être payés par l'employeur et non déduits des salaires des travailleurs.

La durée maximale du détachement a été fixée à 12 mois, avec une prolongation possible de 6 mois. Après ce délai, le travailleur pourra toujours rester dans l'État membre où il a été détaché, mais toutes les règles du travail du pays d'accueil commenceraient à s'appliquer.

Débat: mardi 29 mai

Vote: mardi 29 mai

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

Conférence de presse: mardi 29 mai à 15h00 en présence d'Elisabeth Morin-Chartier (PPE, FR), Agnes Jongerius (S&D, NL) et de la commissaire Marianne Thyssen

#postedworkers

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur les conclusions des négociations \(19.03.2018\)](#)
- [Service de recherche du PE - Révision de la directive sur le détachement des travailleurs \(en anglais, octobre 2017\)](#)
- [Étude du PE - Directive sur le détachement des travailleurs: situation actuelle et défis \(en anglais, 2016\)](#)
- [Détachement des travailleurs: infographie interactive](#)

Séance plénière

Le Président de la République de Guinée, Alpha Condé, s'adressera aux députés

Alpha Condé, Président de la République de Guinée, prononcera un discours solennel devant les députés mardi à midi, à Strasbourg.

Alpha Condé devrait appeler les députés au renforcement des relations de l'UE avec l'Afrique, tirer le bilan de son année à tête de l'Union africaine (UA), et évoquer la récente signature de l'accord sur la zone de libre-échange continentale (ZLEC) et l'avancement de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables.

Le Président Condé devrait également aborder la crise politique dans son pays au sein duquel les tensions se sont accrues depuis les élections communales du 4 février dernier dont les résultats ont été contestés lors de manifestations meurtrières. Dans ce contexte, le Président guinéen a nommé lundi un nouveau Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana.

Élu Président de la République de Guinée en 2010, Alpha Condé a été réélu lors de l'élection présidentielle de 2015. Un débat voit le jour sur une modification éventuelle de la constitution pour que l'actuel Président puisse briguer un troisième mandat en 2020.

Débat: mardi 29 mai

Procédure: séance solennelle

@PresAlphaConde #Guinea

En savoir plus

- [Page Facebook officielle du Président Alpha Condé](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Colombie: le Président Juan Manuel Santos s'adressera à la plénière avant la fin de son mandat

Le Président colombien sortant, Juan Manuel Santos, s'adressera aux députés réunis en séance solennelle mercredi à midi.

Juan Manuel Santos, dont le mandat arrivera à son terme en août, suite à l'élection présidentielle du 27 mai (avec un second tour possible le 17 juin), appellera au renforcement des relations entre l'UE et l'Amérique latine et expliquera aux députés la mise en œuvre du processus de paix dans son pays. Il devrait également évoquer la crise économique et politique qui touche son voisin, le Venezuela.

Juan Manuel Santos est Président depuis 2010. Il a reçu le prix Nobel de la paix en 2016 pour ses efforts ayant mené à un accord de paix avec les FARC, qui a été signé en novembre 2016.

Depuis 2005, les présidents colombiens pouvaient se présenter pour un second mandat de quatre ans, mais ce changement a été abrogé par un amendement constitutionnel en 2010, avec un retour au mandat unique originel.

Le Parlement européen enverra une mission d'observation électorale en Colombie, menée par Izaskun Bilbao (ADLE, ES) afin de suivre l'élection présidentielle.

Débat: mercredi 30 mai

Procédure: séance solennelle

@JuanManSantos

@infopresidencia

En savoir plus

- [Biographie de Juan Manuel Santos \(en espagnol\)](#)
- [Page web de la présidence colombienne \(en espagnol\)](#)
- [Résolution du PE sur le soutien au processus de paix en Colombie \(20.01.2016\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Passeports européens à vendre: les députés souhaitent plus de transparence et de contrôles

Les dispositifs de “visas dorés”, utilisés par certains pays pour offrir la citoyenneté ou le permis de résidence en échange d’investissements, feront l’objet d’un débat en plénière mercredi.

D’après les critiques, ces programmes ne sont pas seulement discriminatoires, car disponibles uniquement pour les riches, mais ils constituent également une source de corruption, en ouvrant la porte au blanchiment de capitaux et à l’évasion fiscale. Enfin, ils menacent l’espace de libre-circulation Schengen. Certains députés s’inquiètent de la prolifération de la corruption et de la criminalité via ce type de dispositifs et craignent qu’ils soient contraires aux valeurs de l’UE.

Le Parlement [a condamné en janvier 2014](#) les dispositifs en place dans certains États membres, notamment à Malte, qui permettent de vendre de façon directe ou indirecte la citoyenneté de l’UE à des ressortissants de pays tiers, et a exhorté la Commission européenne à vérifier leur compatibilité avec les règles de l’UE. La Commission devrait présenter un rapport sur le sujet plus tard dans l’année.

Les règles varient mais la plupart des pays concernés exigent des futurs potentiels citoyens une contribution financière importante (650 000 euros dans le cas de Malte), l’achat d’un bien immobilier avec un montant minimum et parfois un investissement dans des emprunts d’État. Les programmes “résidence contre investissement” exigent uniquement l’achat d’une résidence dans le pays, à un tarif minimum.

Débat: mercredi 30 mai

Procédure: débat d’actualité

En savoir plus

- [Résolution du PE sur la citoyenneté de l’UE à vendre \(16.01.2014\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Les députés voteront pour améliorer la durabilité des marchés financiers

Les marchés des capitaux de l'UE doivent être étroitement liés aux objectifs durables et environnementaux, devraient affirmer les députés dans une résolution qui fera l'objet d'un débat lundi et d'un vote mardi.

La résolution appelle à orienter le capital vers des actifs durables qui soient financièrement viables pour les investisseurs. Elle inclut des initiatives telles que la fixation des prix des investissements préjudiciables à l'environnement en fonction de leur profil de risque à long terme, la réduction des investissements dans les énergies non durables, l'élimination progressive des subventions pour les combustibles fossiles et la mise en place d'un mode de classification de la durabilité afin de guider les décisions en matière d'investissement.

L'initiative du Parlement faite suite au [plan d'action](#) de la Commission européenne sur le financement de la croissance durable, adopté en mars 2018.

Contexte

La résolution du Parlement vise à poursuivre les objectifs fixés dans [les objectifs de développement durable](#) de l'ONU et dans [l'accord de Paris](#). Elle ambitionne de prendre le meilleur des innovations durables à travers les États membres, comme la loi française sur la publication d'informations, les engagements de l'Allemagne en matière d'investissement public substantiel dans la transition énergétique et les projets de l'autorité suédoise de surveillance financière visant à inclure les pratiques durables dans ses travaux.

Débat: lundi 28 mai

Vote: mardi 29 mai

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la finance durable \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil de la rapporteure Molly Scott Cato \(Verts/ALE, UK\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.04.2018, en anglais\)](#)
- [Rapport du groupe d'experts de haut niveau - Financement d'une économie européenne durable \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Véhicules de seconde main: les députés en appelleront à des mesures pour lutter contre la fraude au compteur kilométrique

Des mesures européennes sont nécessaires pour empêcher la réduction illégale du kilométrage des véhicules d'occasion, affirment les députés dans leurs recommandations qui seront mises aux voix jeudi.

Afin de promouvoir la sécurité routière et de garantir aux acquéreurs qu'ils ne se font pas flouer, les députés souhaitent que la Commission européenne propose de nouvelles mesures afin de garantir l'enregistrement plus fréquent des relevés kilométriques ainsi qu'un meilleur partage transfrontalier de ces données. Ces deux mesures ont démontré leur efficacité dans la lutte contre ce type de fraude.

Les constructeurs automobiles devraient améliorer les solutions techniques permettant d'empêcher toute manipulation, qui concerne actuellement entre 30 et 50% des véhicules d'occasion vendus dans toute l'UE, et les États membres devraient faire de cette fraude une infraction pénale, ajoutent les députés.

Débat: mercredi 30 mai

Vote: jeudi 31 mai

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 30 mai à 11h00 en présence du rapporteur Ismail Ertug (S&D, DE)

#roadtransport

En savoir plus

- [Projet de résolution contenant des recommandations à la Commission sur la manipulation du compteur kilométrique dans les véhicules à moteur: révision du cadre juridique de l'UE](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(25.04.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Ismail Ertug \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Étude: manipulation du compteur kilométrique - mesures de prévention](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Solidarité: 104,2 millions d'euros d'aide de l'UE à la France, la Grèce, l'Espagne et le Portugal

Les députés se prononceront mercredi sur une aide du Fonds de solidarité de l'UE afin de réparer les dommages causés par des catastrophes naturelles en France, en Grèce, en Espagne et au Portugal.

L'aide du [Fonds de solidarité de l'UE](#) s'élève à 104,2 millions d'euros pour contribuer à la reconstruction après des catastrophes naturelles.

La France bénéficiera de 49 millions d'euros pour réparer les dommages causés par les ouragans Irma et Maria dans les régions françaises de Saint-Martin et de la Guadeloupe en septembre 2017.

Des fiches techniques concernant les interventions du FSUE en [France](#), en [Grèce](#), au [Portugal](#) et en [Espagne](#) sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne.

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: procédure budgétaire

#ESF #EUfunds

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la mobilisation du FSUE](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(16.05.2018\)](#)
- [Interventions du Fonds de solidarité de l'UE depuis 2002](#)
- [Fonds de solidarité \(fiches techniques sur l'UE\)](#)
- [Profil du rapporteur José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Pêcheries durables en mer du Nord: vote sur un nouveau plan pluriannuel

Un plan pluriannuel pêche pour lutter contre la surpêche et pour garantir plus de sécurité aux communautés de pêcheurs de la mer du Nord fera l'objet d'un vote mardi en plénière.

Le deuxième plan pluriannuel pêche dans le cadre de la politique commune de la pêche couvre la gestion de la pêche des espèces démersales vivant à proximité du fond des mers, qui représentent 70% des prises en [mer du Nord \(zones IIa, IIIa et IV\)](#).

L'exploitation durable à long terme de ces stocks devrait garantir la sécurité des stocks de poissons et des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs.

Contexte

La pêche démersale en mer du Nord représente plus de 70% du secteur dans cette zone, où croisent plusieurs milliers de navires originaires de sept États membres bordant la mer du Nord (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède). Les prises démersales représentaient plus de 850 millions d'euros en 2012, avec par ordre décroissant en termes de débarquement: la sole, la plie, la langoustine, le cabillaud, le lieu noir, l'églefin, le turbot, la baudroie, le merlan et la limande sole.

Débat: lundi 28 mai

Vote: mardi 29 mai

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

#NSMAP #EUfisheries

En savoir plus

- [Profil de la rapporteure Ulrike Rodust \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Plan pluriannuel pour les pêcheries de la mer du Nord \(mai 2018\)](#)
- [Service de recherche du PE - Plan pluriannuel pour la pêche démersale en mer du Nord \(octobre 2016, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Libye: les députés demandent des élections avant fin 2018

L'UE devrait soutenir les efforts de l'ONU pour organiser des élections en Libye d'ici fin 2018, devraient affirmer les députés dans leur recommandation qui sera votée mercredi à midi.

Les députés recommanderont probablement au Conseil, à la Commission et au Service européen d'action extérieure d'assurer un soutien fort au plan d'action des Nations unies pour la Libye - actuellement le seul cadre possible pour une solution à la crise - et de soutenir les efforts de l'ONU pour organiser des élections dans le pays d'ici la fin de cette année. Les députés pourraient également exiger des garanties afin que les fonds de l'UE soient effectivement utilisés dans des projets qui aident la population et la société civile libyennes, lors d'un débat mardi après-midi et une résolution mise aux voix mercredi à midi.

Lors d'une [délégation officielle du Parlement européen en Libye les 21-22 mai 2018](#) - la première depuis 2012 - les députés ont confirmé que "le Parlement européen est prêt à soutenir le dialogue national entre Libyens".

Débat : mardi 29 mai

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Projet de recommandation du PE sur la Libye](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Communiqué de presse sur la mission du PE en Libye \(22.05.2018, en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse du vote en commission des affaires étrangères \(24.04.2018, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Décision imminente de Donald Trump sur le commerce: quelles suites?

Les députés débattront mardi avec la commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström, de la réponse de l'UE au projet du Président américain Donald Trump visant à introduire de nouveaux tarifs douaniers sur les importations.

Le Parlement sera tenu informé des contremesures que prévoit l'UE et des possibles conséquences sur les emplois, l'investissement et les prix dans l'Union, si le Président Trump donnait son feu vert à l'introduction de nouveaux tarifs douaniers sur les importations d'acier et d'aluminium à compter du 1er juin. Ses dernières allusions faisant état de possibles mesures commerciales à l'encontre du secteur automobile devraient également être évoquées lors du débat.

En mars dernier, [les députés avaient exhorté l'UE à ne pas s'engager dans une guerre commerciale mais à se préparer à défendre ses citoyens.](#)

Débat: mardi 29 mai

Procédure: déclaration de la Commission

#US #tradewar

En savoir plus

- [Communiqué de presse - Éviter les guerres commerciales et lutter contre la surcapacité sidérurgique \(14.03.2018\)](#)
- [Service de recherche du PE - Note sur les nouveaux droits de douane américains \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Débat sur Gaza et le Nicaragua avec Federica Mogherini

Les députés débattront mardi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, des conséquences de la décision du Président américain Donald Trump d'ouvrir une ambassade américaine à Jérusalem et des troubles politiques au Nicaragua.

Les députés se concentreront sur les affrontements meurtriers qui se sont produits récemment à la frontière entre Gaza et Israël et qui auraient causé la mort d'une cinquantaine de Palestiniens, suite à la décision des États-Unis d'inaugurer leur première ambassade à Jérusalem.

Un autre débat se concentrera sur la situation politique au Nicaragua, où des étudiants et d'autres groupes d'opposition ont manifesté dans la rue pour protester contre les réformes du gouvernement relatives à la fiscalité et aux retraites. La réponse militaire et policière excessive à ces manifestations aurait causé la mort de plus de 70 personnes.

Le débat sur le Nicaragua fera l'objet d'une résolution mise aux voix jeudi.

Débat: mardi 29 mai

Vote: jeudi 31 mai

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Gaza #Nicaragua

En savoir plus

- [Service de recherche du PE - Note sur la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Le Parlement dresse le bilan des efforts visant à mieux légiférer au niveau européen

Les efforts des institutions de l'UE visant à mieux légiférer au niveau européen ont porté leurs fruits mais restent nécessaires pour impliquer les parties prenantes, évaluer les conséquences et introduire plus de politique dans le processus, selon un projet de résolution débattu lundi et voté mardi.

Le projet de résolution souligne le besoin de trouver un équilibre entre la réduction de la bureaucratie et la mise en place des moyens nécessaires pour que les entreprises puissent prospérer, protéger les citoyens et sauvegarder les normes sociales.

Par ailleurs, le texte met l'accent sur l'importance des études d'incidence de qualité en vue d'informer les législateurs, et appelle à inclure davantage les opinions des petites parties prenantes, souvent évincées par les plus grandes et celles ayant davantage de ressources.

Débat: lundi 28 mai

Vote: mardi 29 mai

Procédure: résolution non législative

#betterlawmaking

En savoir plus

- [Communiqué de presse après le vote en commission parlementaire \(25.04.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Pavel Svoboda \(PPE, CZ\)](#)
- [Profil du rapporteur Richard Corbett \(S&D, UK\)](#)
- [Rapport sur l'interprétation et la mise en œuvre de l'accord interinstitutionnel "Mieux légiférer"](#)

Séance plénière

Égalité de traitement pour les produits de la pêche importés et ceux de l'UE

Tous les produits de la pêche importés doivent répondre aux normes élevées imposées par la législation européenne, souligneront les députés dans une résolution non contraignante votée mardi.

La Commission européenne doit veiller à ce que les produits de la pêche et de l'aquaculture issus de pays tiers respectent les normes européennes en matière de conservation et de gestion ainsi que les exigences relatives à l'hygiène, en mettant en œuvre de façon plus efficace les mesures de contrôle. C'est ce qu'ont affirmé les députés de la commission de la pêche dans un rapport adopté en avril.

L'Union européenne est le premier marché mondial des produits de la pêche et de l'aquaculture, absorbant 24% du total des importations mondiales en 2016. Les États membres sont tributaires des importations pour plus de 60 % de leur consommation totale de poissons.

Débat: lundi 28 mai

Vote: mardi 29 mai

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Linnéa Engström \(Verts/ALE, SV\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Lutte contre l'utilisation abusive des contrats de travail à durée déterminée

Les députés interrogeront la Commission européenne jeudi sur les mesures prises pour lutter contre l'emploi précaire et le recours abusif aux contrats de travail à durée déterminée dans les secteurs public et privé de l'UE.

Le Parlement européen a reçu de nombreuses pétitions sur des cas similaires provenant de toute l'UE. Le débat alimentera une résolution qui sera votée le même jour.

L'emploi précaire comprend des arrangements tels que les contrats dits "zéro heure", sans nombre minimum d'heures de travail garanties.

Débat: jeudi 31 mai 2018

Vote: jeudi 31 mai 2018

Procédure: question orale avec résolution

En savoir plus

- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Directive relative aux droits des victimes: les députés devraient appeler à une meilleure mise en œuvre

Bien que certaines dispositions de la directive relative aux droits des victimes aient été mises en œuvre avec succès par les États membres, il faut aller plus loin pour aider les victimes de violences et d'attaques terroristes, diront les députés dans une résolution mise aux voix mercredi.

Les députés déplorent le fait que cette directive, qui vise à renforcer les droits des victimes, quels que soient le lieu du délit, leur nationalité ou leur statut de résidence, n'ait toujours pas été transposée dans la législation nationale de certains États membres.

Ils devraient également proposer des recommandations pour une meilleure mise en œuvre de la directive, notamment via un accès optimisé à l'information et aux services d'aide pour les victimes, des programmes de formation pour tous les professionnels impliqués dans le traitement des victimes de la criminalité ainsi que des mesures spécifiques pour soutenir les victimes d'attaques terroristes.

Contexte

La directive relative aux droits des victimes a été adoptée le 25 octobre 2012. Elle est entrée en vigueur le 15 novembre 2012 et les États membres devaient transposer ses dispositions dans leur législation nationale avant le 16 novembre 2015.

Débat: mardi 29 mai

Vote: mercredi 30 mai

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Directive 2012/29/UE du PE et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(26.04.2018, en anglais\)](#)
- [Étude EPRS - Directive relative aux droits des victimes: évaluation de la mise en œuvre européenne \(décembre 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil de la rapporteure Teresa Jiménez-Becerril Barrio \(PPE, ES\)](#)
- [Profil de la rapporteure Angelika Mlinar \(ADLE, AT\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 31 mai vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- la situation des binationaux UE-Iraniens emprisonnés en Iran;
- les défenseurs des droits des femmes en Arabie Saoudite;
- le Soudan, notamment la situation de Noura Hussein Hussein Hammad.

Débats et votes: jeudi 31 mai

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Optimisation de la chaîne de valeur dans le secteur de la pêche de l'UE, Aguilera Garcia (INI), débat lundi, vote mardi;
- Mise en œuvre de la directive relative à l'écoconception, Ries (INI), débat mercredi, vote jeudi;
- Rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique commerciale commune, Saïfi (INI), débat mardi, vote mercredi;
- Fourchettes de mortalité par pêche et niveaux de sauvegarde pour certains stocks de hareng de la mer Baltique, Cadec, vote mardi;
- L'interconnexion en Europe après 2020, déclaration de la Commission avec résolution, débat lundi, vote jeudi;
- L'utilisation des fonds IAP en Turquie, déclaration de la Commission, débat mercredi;
- La mise en œuvre de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse, Gardiazabal Rubial (INI), débat mercredi, vote jeudi; et
- Paquet mobilité III, déclaration de la Commission, débat lundi.